

BULLETIN D'INFORMATION

de l'association d'aide
Aux membres et familles
DE LA GENDARMERIE /



DOSSIER SPÉCIAL

**200 NOUVELLES
BRIGADES DE
GENDARMERIE**

SOMMAIRE

- Emmanuel Macron dévoilera** 4
la carte des 200 nouvelles Brigades de gendarmerie
- Gendarmerie :** 6
Promesses et désillusions
- Christian Rodriguez,** 8
Patron de la gendarmerie nationale :
« Face aux défis sécuritaires, nous sommes prêts »
- Vendée : nouveau désaveu** 10
pour la gendarmerie **dans l'affaire des factures du chauffage de la caserne**
- Manifestation, catastrophes, terrorisme...**..... 12
découvrez **Centaure**, le nouveau blindé de la Gendarmerie
- Gironde :** un nouveau véhicule 14
est en test à la **gendarmerie maritime de Lège-Cap-Ferret**
- Sur les routes du Calvados** 15
Ils pilotent **l'Alpine de la gendarmerie à 260 km/h**
- Moto électrique :** la police 17
et la gendarmerie **roulent avec Energica**
- La Sarthe teste le dépôt** 18
de **plainte en visio**
- TEMOIGNAGES.** 19
Les deux gendarmes **lot-et garonnais** ayant patrouillé **avec Emmanuel Macron** racontent leur expérience
- Gendarmerie :** 22
l'adjudant-chef Céline Besnard et son chien forment un **duo de choc** dans la Sarthe
- La gendarmerie de** 24
Charente Maritime adopte de **jeunes chiens**
- Émotion dans la gendarmerie** 25
suite au décès du **colonel Nasser Boualam** à l'âge de **48 ans**
- Livre témoignage :** 26
le compagnonnage éprouvant des gendarmes avec la mort
- « On les appelait** 28
gens d'armes... » :
la gendarmerie nationale, **l'une des plus vieilles institutions françaises**

EDITO

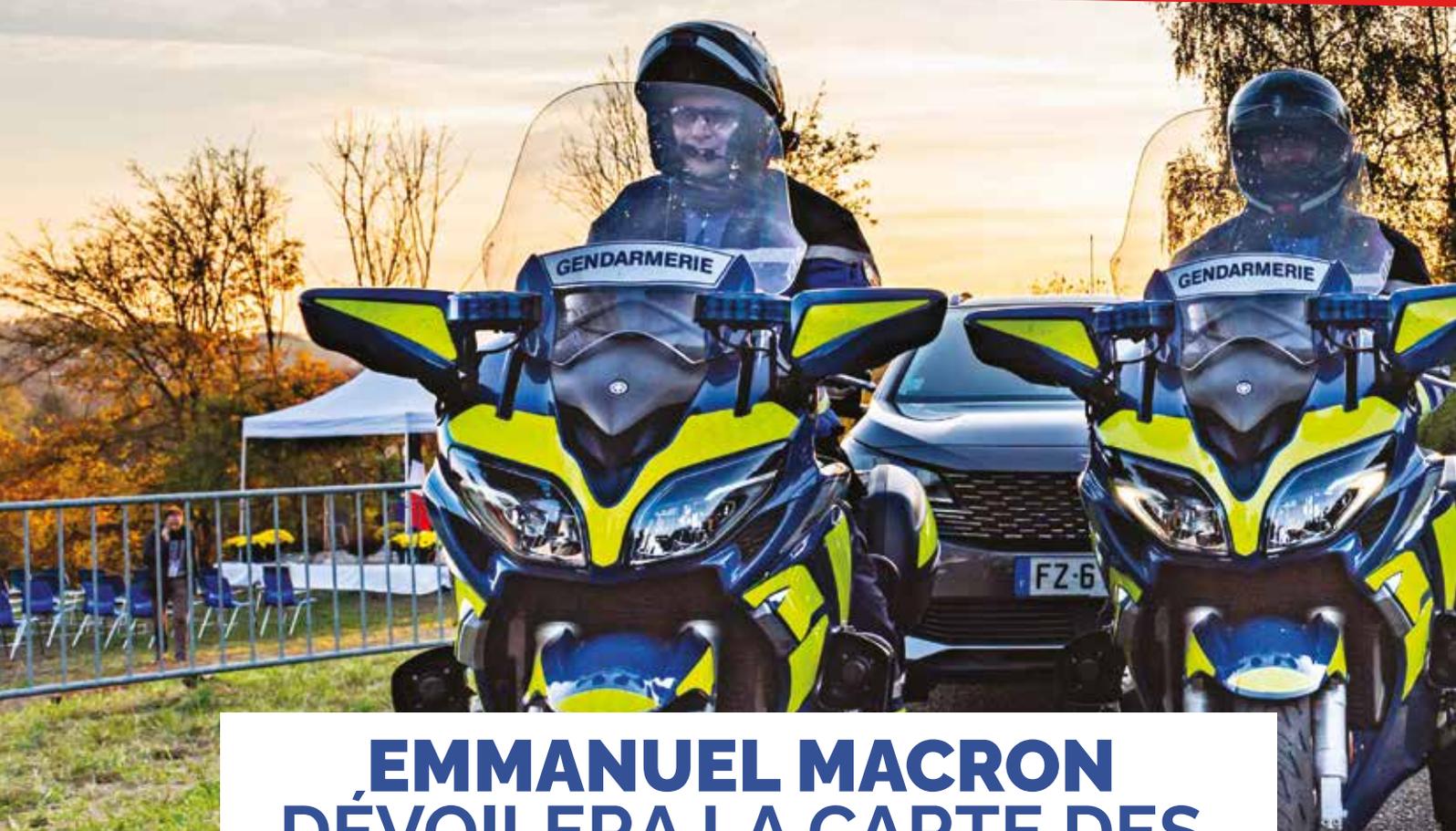
La gendarmerie se doit d'évoluer avec son temps tout en perpétuant ses traditions et ses valeurs militaires. Elle se met donc « à la page » en prenant d'assaut les réseaux sociaux, en s'armant de chargés de communication auprès des commandants de région, en encourageant les officiers à publier les réussites et les initiatives de leur groupement. Il faut raviver la « flamme » qui a du mal à guider les jeunes vers les centres de recrutement. La campagne de séduction s'intensifie mais peine à répondre à la fois aux créations de postes (3000 nouveaux gendarmes prévus par la loi de programmation du ministère de l'Intérieur) et aux nombreux départs anormalement élevés qui touchent proportionnellement autant les sous-officiers que les officiers. N'oublions pas les réservistes qui sont aujourd'hui indispensables au bon fonctionnement de l'institution et pour lesquels l'objectif des 50 000 personnels est loin d'être atteint.

Alors que faire ? Plusieurs décisions ont été prises :

Le niveau du concours de sous-officiers est revu à la baisse puisqu'on puise largement dans les listes complémentaires avec des candidats qui rentrent en école avec une moyenne de 6/20 (il va falloir prévoir des cours de soutien intensif pour éviter un nivellement par le bas et rallonger la durée de la formation !). Les agréments pour les demandes de reconversion dans la fonction publique sont accordés au compte-gouttes et depuis juillet 2023, les gendarmes sortis d'école qui partent avant l'échéance de leur engagement de 4 ans doivent rembourser une somme forfaitaire à la gendarmerie. Pour la réserve, la limite d'âge est réhaussée à 70 ans et jusqu'à 72 ans pour les retraités de la gendarmerie. Mais sinon, pas d'inquiétude, tout va bien !!!

Trimestriel Edition 2023 - Revue Officielle de L'ASSOCIATION D'AIDE AUX MEMBRES ET FAMILLES DE LA GENDARMERIE
Siège Social : 35, les planèzes 23400 Bourgneuf
Régie publicitaire exclusive : Service administratif publicitaire
565, avenue du Prado - 13008 Marseille - Tél. 04 91 57 37 68 - Fax 04 91 57 37 69
Mail : secretariat@sap-editions.fr | N° de tva intracom. : FR31 v797 511 276 00017
Impression : **MEDIA PRINT** - 84120 PERTUIS

Toute erreur ou omission étant involontaire, ne peut engager la responsabilité de Service Administratif Publicitaire



EMMANUEL MACRON DÉVOILERA LA CARTE DES **200 NOUVELLES** **BRIGADES DE** **GENDARMERIE**

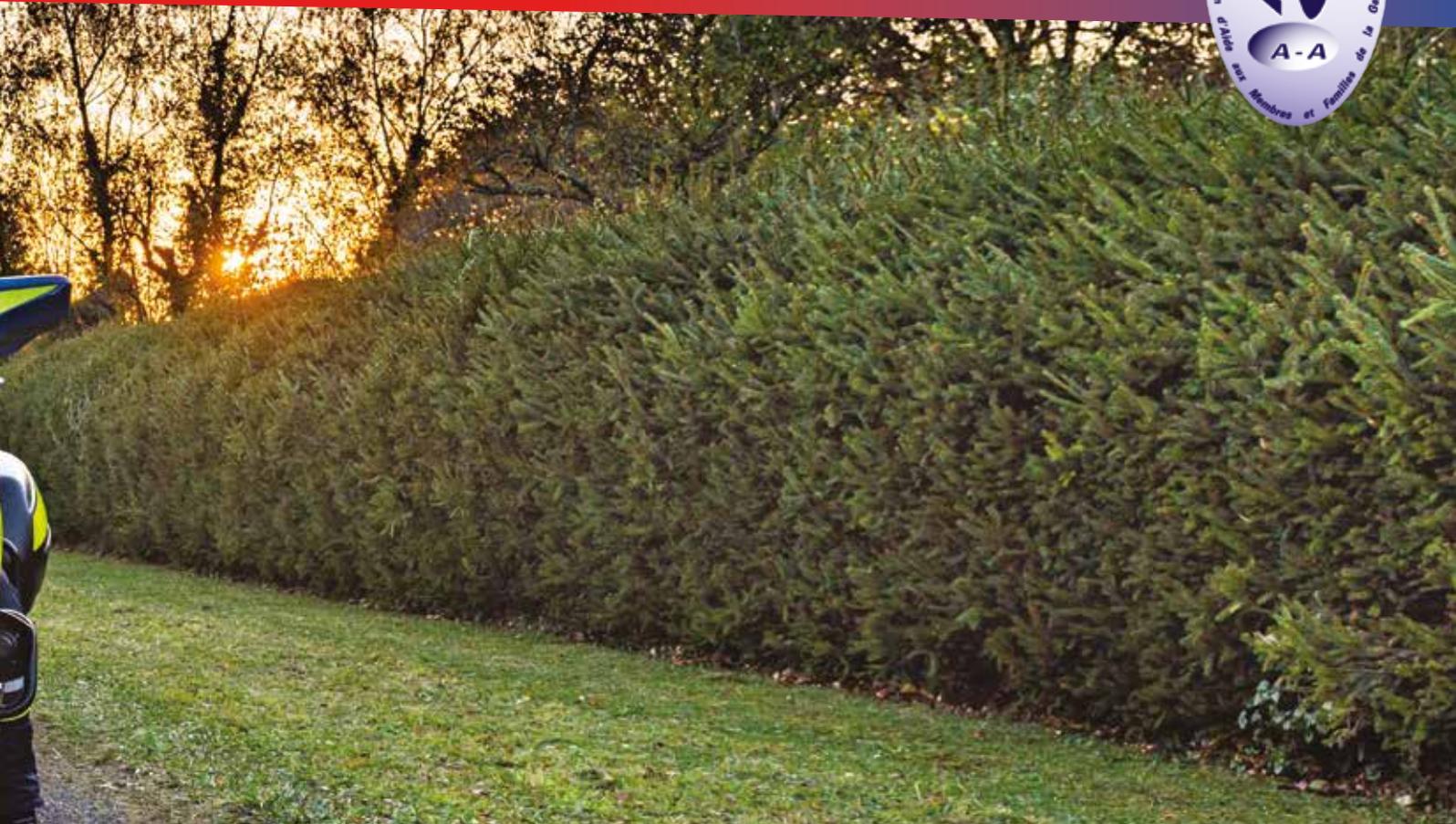
À l'occasion de son déplacement prévu lundi prochain dans le Lot-et-Garonne, le chef de l'État, Emmanuel Macron, annoncera les sites d'implantation de 200 nouvelles brigades de gendarmerie, fixes ou mobiles, dont la création s'étalera jusqu'en 2027, selon un communiqué de l'Élysée.

Cette initiative fait suite à l'engagement pris par le président lors de la dernière campagne présidentielle en janvier 2022, lors d'un déplacement à Nice.

Selon les informations fournies par l'Élysée, chaque département, en métropole et en Outre-mer, accueillera entre une et trois ou quatre brigades, en réponse

DOSSIER SPÉCIAL

200 NOUVELLES BRIGADES DE GENDARMERIE



à une demande croissante de proximité avec les forces de l'ordre et pour renforcer le maillage territorial de l'État.

Le choix des sites d'implantation a été guidé par des critères économiques, démographiques et opérationnels, en fonction des besoins exprimés par les élus locaux et la gendarmerie, après plusieurs mois de consultations avec les préfets. Cette décision est considérée comme un effort historique, soulignant le besoin de renforcer la présence des forces de l'ordre sur le terrain.

La mise en place de ces nouvelles brigades débutera dès le mois de novembre, et elles seront toutes opérationnelles d'ici la fin du quinquennat, grâce aux crédits de la Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi), votée en janvier dernier.

Certaines brigades seront fixes, comptant une dizaine de gendarmes, tandis que la majorité sera mobile, composée d'environ six militaires.

Ces brigades mobiles se déplaceront entre les communes des zones les plus isolées de leur département, avec un équipement numérique et technologique complet, offrant les mêmes services qu'une brigade fixe, y compris la possibilité de déposer une plainte.

Au total, ces créations de brigades représentent 2 144 postes de gendarmes supplémentaires, sur les 8 500 créations d'effectifs de forces de l'ordre annoncées par le gouvernement d'ici à 2027. L'objectif du président de la République est de doubler la présence des forces de l'ordre sur la voie publique dans les dix prochaines années.



GENDARMERIE :

PROMESSES ET DÉSILLUSIONS

La gendarmerie subit une vague de départs massive et rencontre des difficultés pour attirer de nouvelles recrues.

Une mesure « inédite » selon les dires du président. Le 2 octobre dernier, Emmanuel Macron annonçait la création de « 238 nouvelles brigades de gendarmerie » et l'ouverture de « 2 100 postes de gendarmes », une annonce qui cache une situation pourtant inquiétante.

Saignée dans les effectifs, explosion des burn-out et recrutement par le bas, la plus vieille institution militaire du pays accuse le coup. 238 nouvelles brigades réparties sur l'entièreté du territoire français, un « réinvestissement historique », dit le chef de l'État, qui permettrait à la gendarmerie de revenir en force dans des zones rurales bien souvent délaissées. « Ça nous fait doucement rire », glisse

un officier, encore un effet d'annonce et une bonne dose d'électorisme ! ». Sur ces 238 nouvelles brigades, près de 150 d'entre elles seront mobiles ; des fourgonnettes siglées « gendarmerie » qui vadrouilleront de commune en commune. « Des gendarmes du voyage ! », s'amuse Virginie Rodriguez, responsable régionale de l'Association d'aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie (AAMFG).

« Une mesure pansement qui masque la réalité : les communes n'ont plus les fonds nécessaires pour accueillir de vraies casernes de gendarmerie. Je ne suis pas convaincue de l'utilité de ces camping-cars rhabillés aux couleurs de la gendarmerie. »

DOSSIER SPÉCIAL

200 NOUVELLES BRIGADES DE GENDARMERIE



■ L'argent pour loger les gendarmes risque de manquer

De l'argent pour loger ses fonctionnaires, la gendarmerie risque aussi d'en manquer. La dernière loi de programmation militaire pour 2024-2030, promulguée en août dernier, prévoit déjà une baisse de 130 millions d'euros pour le parc immobilier des gendarmes. « J'ai le sentiment qu'on donne l'illusion de réinvestir, mais on nous enlève 130 millions sur notre budget logement ! » s'inquiète l'adjudant Thierry Guerrero, président de l'Association Gendarmes et Citoyens.

« On a déjà pris beaucoup de retard avec des logements insalubres et indignes. Il nous faudrait un budget d'au moins 300 millions d'euros pour rénover le parc... ». Si l'exécutif s'enorgueillit d'ouvrir près de 2 100 nouveaux postes, plusieurs voix en interne s'inquiètent d'une forte vague de démissions. Une source au ministère de l'Intérieur évoque 3 000 départs non prévus, rien que pour l'année 2023, dont de nombreux officiers. « La hiérarchie refuse de parler d'hémorragie, mais tout le monde sait que le nombre de démissionnaires est anormalement élevé », confie Virginie Rodriguez. Une saignée dans les effectifs que le gouvernement a tenté d'enrayer par décret, le 28 juillet dernier, en imposant une souscription d'au moins quatre ans aux gendarmes-élèves et en les contraignant à rembourser une « somme forfaitaire fixée par le ministère » en cas de départ précoce.

Plus probant encore, une note interne de la gendarmerie, consultée par le JDD, indique que « les dispositifs de reconversion, d'aide et d'appui au départ ne seront plus utilisés ». Chez les fonctionnaires, l'inquiétude commence à se faire ressentir, avec de plus en plus de postes stratégiques vacants. « Cette année, on a douze places de pilotes d'hélicoptère qui ne sont pas occupées. D'habitude, c'est une à deux maximum »,

explique un gendarme mobile stationné en Île-de-France. Des départs en vrac qui s'expliquent par le renouvellement générationnel, moins enclin à « faire carrière » dans la gendarmerie, mais aussi à des conditions de travail parfois trop contraignantes pour l'époque.

Un gradé confie : « Plus grand monde n'a envie d'être affecté au fin fond de la Creuse, loin de tout. Ni même en banlieue, où les enfants se retrouvent scolarisés dans un établissement public. Être fils de gendarme n'est pas simple dans certains coins... » Quant aux recrues fraîchement débarquées, « elles sont souvent là pour "voir", sans volonté de rester pour une carrière. Beaucoup sont rebutés par les valeurs militaires, la hiérarchie et l'autorité, la situation est très différente d'il y a vingt ans... ». Avec le contexte sécuritaire que traverse le pays, la gendarmerie ne reste pas les bras croisés face à la chute des effectifs, quitte à baisser ses exigences en matière de recrutement. « Aujourd'hui, tu peux rentrer dans la gendarmerie avec une note inférieure à 5/20 aux épreuves physiques, assure Louis*, chef de peloton au PSIG, une unité d'élite. C'est le genre de chose qui se voit tout de suite sur le terrain ! » Idem pour le concours d'entrée.

D'après nos informations, la quasi totalité des concourants sur liste d'attente, soit ceux qui ont obtenu moins de 10/20, ont été recrutés dans les rangs de la gendarmerie lors des dernières sessions. « Bien sûr qu'il faut recruter, mais pas au rabais ! poursuit Louis, surtout quand on sait que le maintien de l'ordre est de plus en plus exigeant, l'institution risque de souffrir de ses recrutements "discount". »

Entre crise des vocations et perte de son identité militaire, la gendarmerie française est, elle aussi, bousculée par les nouveaux codes générationnels.



CHRISTIAN RODRIGUEZ,

PATRON DE LA GENDARMERIE NATIONALE : « FACE AUX DÉFIS SÉCURITAIRES, NOUS SOMMES PRÊTS »

Christian Rodriguez, général des armées et « patron » de la gendarmerie nationale, souhaitait réagir après la publication, dans le dernier JDD, d'un article sur la gendarmerie.

“ Emmanuel Macron a annoncé la création de 238 nouvelles brigades de gendarmerie ainsi que l'ouverture de 100 nouveaux postes. Est-ce suffisant pour répondre aux actuels besoins humains de la gendarmerie ?

Christian Rodriguez. Oui. Près de 500 brigades ont été supprimées au cours de ces vingt dernières années, ce qui a laissé un grand vide dans certaines régions de France. Avec ce réinvestissement voulu par le président de la République, nous sommes dans l'optique d'« aller vers ». Aller vers l'habitant, aller vers la commune,

DOSSIER SPÉCIAL

200 NOUVELLES BRIGADES DE GENDARMERIE



afin de renouer cette relation de proximité entre les Français et la gendarmerie qui fait l'ADN de notre institution. Ces 2 100 nouveaux gendarmes constituent une création nette de postes prévue par la loi de programmation du ministère de l'Intérieur. Il va y avoir une arrivée concrète de dix à quarante gendarmes dans chaque département français, c'est une première !

“ Dans la gendarmerie, plusieurs voix s'inquiètent d'une vague de démissions. Êtes-vous confronté à une baisse importante des effectifs ?

Il n'y a pas d'hémorragie. Nous avons eu un peu plus de départs non prévus que les années précédentes, mais rien de réellement inquiétant. Ça ne veut pas dire que nous ne devons pas être vigilants, le recrutement reste un défi permanent. Il est vrai que nous rencontrons quelques problèmes d'effectifs, qui sont principalement dus à l'augmentation de la durée de la formation. Pour pallier ce manque, j'ai décidé d'interrompre les congés de reconversion, pendant lesquels la gendarmerie payait pour des gens qui souhaitaient partir. Nous nous sommes également alignés sur les autres armées : ceux qui partent avant l'échéance de leur contrat de quatre ans doivent rembourser une somme forfaitaire à la gendarmerie.

“ Y a-t-il une baisse de qualité dans le recrutement des nouveaux gendarmes ?

Non, je ne le crois pas. Effectivement, les jeunes gendarmes qui rejoignent nos rangs sont moins sportifs et écrivent moins bien qu'il y a vingt ans. Mais c'est un phénomène générationnel, et les jeunes ont par ailleurs d'autres compétences, notamment dans le numérique. Notre job, c'est de les former pour qu'ils soient au niveau et répondent aux exigences, et nous y parvenons.

“ Le contexte sécuritaire actuel est inquiétant, la France est désormais

en urgence attentat. Quel rôle joue la gendarmerie ?

Nous vivons un cumul de crises qui insécurise la population française, que nous nous devons de rassurer. Le ministre de l'Intérieur nous a demandé de doubler notre présence sur la voie publique pendant le quinquennat. Nous avons déjà augmenté de 10 %. Les gens nous attendent, nous devons aller à leur rencontre !

“ Les forces de l'ordre sont parfois les cibles directes d'attaques terroristes. Craignez-vous pour la vie de vos hommes ?

Notre métier est de plus en plus dangereux et ma première mission de « père du régiment » est de préserver mes hommes le plus possible. On enterre entre cinq et dix gendarmes par an, tombés en opération. C'est toujours un échec de perdre l'un des nôtres, c'est une composante très difficile du métier.

“ La gendarmerie va être fortement mobilisée pendant les JO 2024. Le ministère de l'Intérieur s'attend à un véritable défi sécuritaire. Comment appréhendez-vous les choses ?

Nous travaillons depuis des mois à parfaire notre cohésion avec les forces de police. La rivalité entre les forces d'intervention dont on parlait il y a quelques années est révolue. Le RAID, la BRI et nos camarades du GIGN ont parfaitement réussi à se répartir la plaque parisienne. Tout le monde est extrêmement engagé, le travail avance bien et vite. Ce qui est certain, c'est qu'on va beaucoup travailler ! Sur les 100 000 gendarmes, on sera à peu près 80 à 90 000 mobilisés sur tout le territoire, avec plusieurs dizaines de milliers de gendarmes uniquement pour les Jeux olympiques. C'est un grand défi auquel je suis très fier de participer sous l'autorité du ministre de l'Intérieur.



VENDEE :

NOUVEAU DÉSAVEU POUR LA GENDARMERIE DANS L'AFFAIRE DES FACTURES DU CHAUFFAGE DE LA CASERNE

La Cour administrative d'appel de Nantes a désavoué le ministre de l'Intérieur, qui voulait faire annuler les jugements du tribunal administratif de Nantes ayant eux-mêmes annulé les « rappels de charges de chauffage » qu'il avait envoyés à quinze gendarmes de la caserne Gouvion de La Roche-sur-Yon (Vendée) pour 2013.

Pour rappel, ces militaires – qui s'étaient vu réclamer « de 700 à 2 000 € » chacun – estimaient que ces rappels de charges

locatives étaient illégaux dans la mesure où ils ne sont justifiés par aucun relevé individuel de leur consommation de gaz. « La circulaire du 28 décembre 2011 relative à la gestion des charges d'occupation au sein de la gendarmerie (...) est illégale en tant qu'elle interdit expressément l'individualisation des frais de chauffage », avait ainsi indiqué leur avocat, Me Grégoire Tertrais (Atlantic-Juris), lors d'une première audience qui s'était tenue le 27 septembre 2022.



« Tout immeuble collectif pourvu d'un chauffage commun doit comporter (...) une installation permettant de déterminer la quantité de chaleur et d'eau chaude fournie à chaque local occupé à titre privatif », prévoit en effet le Code de l'énergie.

■ De 700 à 2 000 € par gendarme

Mais pour les services de Gérald Darmarin, l'administration n'était « pas tenue » d'appliquer cette règle pour l'année 2013 : elle estimait avoir « jusqu'au 31 mars 2017 pour se mettre en conformité » et pouvoir donc « répartir les charges de chauffage au prorata des surfaces chauffées en l'absence de compteurs calorimétriques individuels ». Reste que cette créance est « prescrite », pour l'avocat des gendarmes. Une jurisprudence du Conseil d'Etat était d'ailleurs venue confirmer entre-temps que les casernes de gendarmerie « ne sauraient se soustraire au principe d'individualisation » des factures de chauffage, avait déjà estimé la rapporteure publique à l'audience.

« Il ne résulte (...) d'aucun texte législatif ou réglementaire que les casernements (...) destinés à l'hébergement des personnels de la gendarmerie nationale (...) seraient (...) soustraits aux règles d'individualisation des charges de chauffage », redit donc la Cour administrative d'appel de Nantes dans un arrêt en date du 9 juin 2023 qui vient d'être rendu public.

« Il est constant que le logement en cause bénéficiait en 2013 d'un système de chauffage commun et était pourvu d'appareils permettant d'individualiser les frais (...) dans chacun des logements », rappellent les juges dans un arrêt où le gendarme concerné s'était vu réclamer cinq ans plus tard un rappel de charges de 1 085€ de la part de sa hiérarchie.

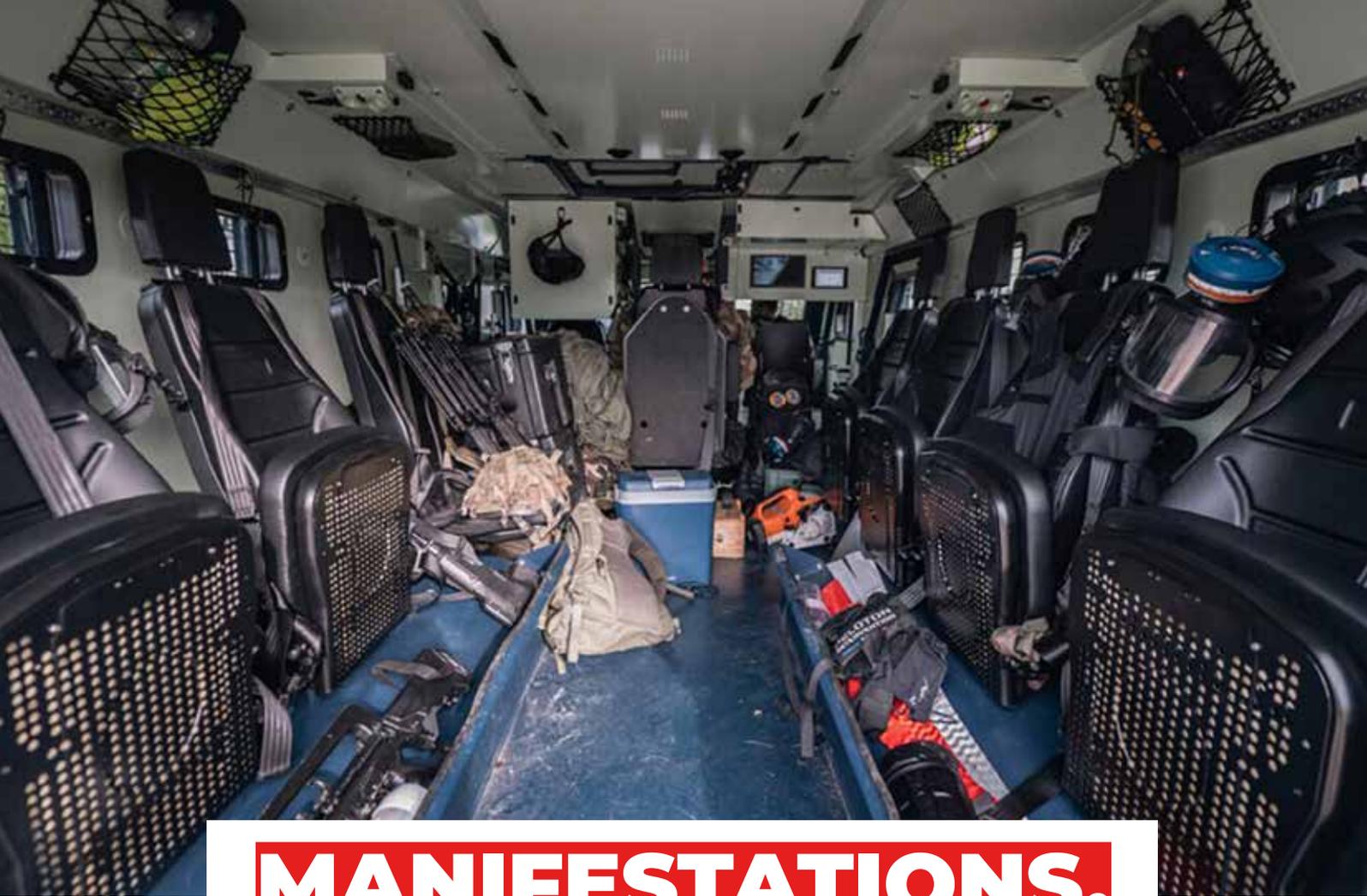
La facture des frais de justice continue Pour sa défense, le ministère de l'Intérieur mettait en avant la réponse qu'il avait faite en 2016 sur le sujet : il y était indiqué que « de la souplesse a été introduite » avec « un échelonnement » dans la mise en

service des appareils de mesure. « Cet échelonnement permet de conserver l'ambition de la mesure tout en y apportant de la flexibilité », résumait-il.

« Les immeubles seront équipés progressivement avec priorité pour les bâtiments plus énergivores », disait aussi le ministère. Mais cet argument ne peut pas être invoqué dans cette affaire puisque « le logement en cause était déjà équipé, en 2013, d'un système individuel permettant de déterminer la quantité de chaleur fournie à chaque logement », réplique la cour.

« L'éloignement de la chaudière collective provoque en outre une déperdition énergétique importante », avait précisé l'avocat des militaires lors de l'audience. « Les remises de facturation accordées aux occupants (...) du fait de problèmes de chauffage se sont traduites par une surfacturation pour les occupants non concernés par ces problèmes. De même, les (...) locaux techniques de la caserne, aux volumes conséquents, ont été pris en compte dans la répartition des charges. »

Finalement, et « sans qu'il soit besoin de se prononcer sur la prescription », les juges en ont déduit que le ministre de l'Intérieur n'était « pas fondé » à réclamer l'annulation des jugements du tribunal administratif. Il devra en revanche payer 1 000 € à chacun des requérants pour prendre en charge leurs frais de justice.



MANIFESTATIONS, CATASTROPHES, TERRORISME... DÉCOUVREZ CENTAURE, LE NOUVEAU BLINDÉ DE LA GENDARMERIE

300 chevaux, 14,5 tonnes et un coût de plusieurs centaines de milliers d'euros pièce. Ce vendredi 20 octobre 2023, la gendarmerie nationale a présenté Centaure, son nouveau véhicule blindé polyvalent qui sera déployé dans tout le pays.

Maintien de l'ordre, recherche d'individus armés, menaces sur les institutions, opérations extérieures (Opex), catastrophes naturelles et industrielles...

Il peut intervenir sur tout type de mission et tout type de terrain.

Fabriqué par l'entreprise alsacienne Soframe, il vise à remplacer le Berliet VXB 170, en service depuis 1974. Plus polyvalent et mobile que son prédécesseur, il est, selon la gendarmerie, plus adapté aux missions de trouble à l'ordre public.

■ Un programme à 70 millions d'euros

Il a commencé à être produit en 2016 et a été livré pour la première fois en 2022 dans le Groupement blindé de la gendarmerie mobile de Versailles-Satory. Un budget de 70 millions d'euros a été



alloué à ce programme (la gendarmerie n'a pas détaillé le coût à l'unité).

Au total, 90 véhicules seront livrés jusqu'en 2025 au sein de certaines unités de gendarmerie : escadrons de gendarmerie mobile, antennes GIGN, Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie, etc.

Un tiers seront basés en région parisienne (« zone du territoire la plus peuplée où se trouvent également nombre d'institutions et sites sensibles », pointe la gendarmerie), un tiers au sein du territoire français (avec capacité d'intervention partout en moins de cinq heures) et un tiers en outre-mer.

■ Tir de gaz lacrymo et mitrailleuse

Côté caractéristiques, il est plus imposant que le Berlet : **3,82 m** de haut, **7,5 m** de long et **2,94 m** de large, et **peut transporter dix personnels** (trois opérateurs et sept passagers).

Il dispose également d'un système de détection des tirs adverses nommé Pilar V et d'une protection NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique) complète, comme l'explique le lieutenant-colonel Alban Delalonde, directeur du programme : « C'est un véhicule qui est étanche, pressurisé et capable de filtrer en ambiance contaminée. »

GIRONDE :

UN NOUVEAU VÉHICULE EST EN TEST À LA GENDARMERIE MARITIME DE LÈGE-CAP-FERRET



« Quand je suis arrivé il y a deux ans, je me suis dit qu'il fallait ce genre de véhicule pour notre unité », se souvient le major Michel Braux, responsable de la brigade de surveillance du littoral de Lège-Cap-Ferret.

Affecté à la BGMAR de Rosnay pour la surveillance de la base marine, ce SSV a été prêté à la brigade pour une quinzaine de jours, le temps d'en apprécier l'intérêt dans ses diverses missions.

Cette sorte de véhicule entre le quad et le 4x4 a en effet beaucoup d'atouts pour la presqu'île, pour la surveillance des pêches, du littoral, dans les terrains accidentés, dans les zones boisées, pour

la prévention des feux de forêts... la liste est longue. Les militaires l'utilisent aussi pour des missions de recherche de personne sur le littoral.

Ce véhicule est plus pratique qu'un 4x4, avec une mise en œuvre plus rapide, une maniabilité qui permet des franchissements importants.

Par rapport à un quad, l'équipage peut transporter plus de matériel ou des personnes. Et durant ces quinze jours de test, les militaires ont pu s'apercevoir que le SSV est loin d'être un gadget, mais bien un véhicule idéal pour les lieux.

Le major Braux va envoyer un compte rendu à ses supérieurs dans ce sens, en espérant qu'il arrive à les convaincre pour affecter un SSV à la brigade.

SUR LES ROUTES DU **CALVADOS,** ILS PILOTENT L'ALPINE DE LA GENDARMERIE À 260 KM/H



Une Clio blanche qui refuse de s'arrêter à un contrôle routier puis s'élanche sur le périphérique de Caen (Calvados), pour échapper aux gendarmes.

La voiture s'engage sur l'autoroute A13 en direction de Paris, emprunte parfois la bande d'arrêt d'urgence pour doubler les autres véhicules.

■ ■ Le fuyard accélère jusqu'à 170 km/h, donnant des coups de volant

Le conducteur enfonce l'accélérateur jusqu'à 170 km/h, donnant des coups de volant de droite et de gauche. Derrière lui, l'adjudant Mickaël Ruellan l'a pris en chasse, au volant de l'Alpine A110S de la gendarmerie. Son moteur de 300 chevaux l'autorise à monter jusqu'à 260 km/h !

« Notre rôle n'est pas d'intercepter l'automobiliste qui refuse d'obtempérer. On ne percute pas les voitures ! On fait ce qu'on appelle du jalonnement ».

■ ■ « Il faut savoir laisser tomber »

Souvent, la vue de l'Alpine dans le rétroviseur suffit à convaincre le fuyard de s'arrêter. Mais si ce n'est pas le cas, Mickaël et son binôme doivent suivre l'automobiliste en fuite tout en donnant des indications à leurs collègues, le temps qu'ils installent un barrage sur la route. « **Le collègue sur le siège passager filme la voiture de manière à rassembler des preuves de son comportement dangereux** », détaille l'adjudant Ruellan.

Le mot d'ordre, c'est la sécurité avant tout. Il faut savoir laisser tomber une poursuite si c'est trop dangereux, notamment avec les motos qui slaloment entre les voitures.

■ ■ Adjudant Ruellan, pilote de l'Alpine de la gendarmerie

Les éléments réunis permettront d'interpeller le conducteur plus tard. D'autant que les gendarmes ne connaissent pas toujours la raison pour laquelle celui-ci ne veut pas s'arrêter. « **Une fois, c'était un grand-père qui avait simplement oublié son permis...** »

Lutter contre les grands excès de vitesse
La vocation première de l'équipe rapide d'intervention est bien de lutter contre les grands excès de vitesse sur les autoroutes (A13, A132, A29, A84) et les quatre-voies du département (au départ de Caen vers Falaise, Cherbourg, Ouistreham et Douvres-la-Délivrande).

Mais Mickaël Ruellan et Christophe Rault interviennent aussi en renfort de leurs collègues enquêteurs, dans des affaires de go-fast ou de cambriolages en série, dans lesquels les malfaiteurs s'enfuient par les voies rapides. **« Il y a pas mal de délinquants venus de région parisienne, qui font l'aller-retour ou traversent le Calvados pour rallier la Bretagne »**, observe l'adjudant Ruellan.

■ Formés sur un circuit de Formule 1

Comme son collègue, Mickaël Ruellan a suivi une formation particulière pour piloter l'Alpine, comme la Subaru et la Megane RS qui l'ont précédée. Après un appel à volontaires, il y a une présélection, puis des tests psychologiques et moteurs, un entretien de motivation... Ensuite, on suit une formation de quatre jours avec des professionnels, sur le circuit de Magny-Cours.

Pilotage, maîtrise des trajectoires, freinage d'urgence, comportement du véhicule... L'Alpine et son moteur à propulsion, situé à l'arrière, ne se conduit pas de la même façon qu'une traction, avec le moteur sous le capot avant.

Le stage est validé par une évaluation finale au cours de laquelle le gendarme doit rattraper un pilote professionnel dans des conditions de circulation recréées spécialement. La moindre sortie de piste, même de quelques centimètres, est éliminatoire. Tous les six ans, les pilotes suivent un recyclage de deux jours.

■ L'usage de l'arme, le dernier recours

Ces derniers mois, plusieurs affaires liées à des refus d'obtempérer ont émaillé l'actualité. Des policiers avaient ouvert le

feu, causant notamment la mort du jeune Nahel (17 ans). Armés eux aussi, les gendarmes ont des consignes très claires. **« Depuis 2015, on n'a plus le droit de tirer dans les pneus, indique l'adjudant Ruellan. Sauf si on nous force dessus, la voiture devenant alors une arme par destination »**.

L'usage de l'arme doit être le **« dernier recours »** pour les forces de l'ordre. **« Si notre vie ou celle d'autrui est en danger. Le temps de réflexion est très court mais, dans le doute, il vaut mieux ne pas l'utiliser »**. Les militaires ont des rappels réguliers de la législation, et pratiquent souvent le tir pour maîtriser leur arme à feu.

Loin de Fast & Furious, les gendarmes de l'équipe rapide d'intervention n'effectuent pas de course-poursuite chaque jour, fort heureusement. Certaines sont plus marquantes que d'autres. Celle avec la Clio, qui s'était étirée sur près de 300 km, par exemple. Une autre fois, un soir de juillet 2015, l'adjudant Ruellan avait poursuivi une voiture sur 53 km, de Pont-l'Évêque à Caen.

La police avait fermé le viaduc de Calix, alors il avait quitté le périph' et pris le quai de Juillet à 130 km/h. Au bout du quai, il avait terminé sa course dans un container à verre. C'était chaud car il y avait beaucoup de circulation.

■ Adjudant Ruellan, pilote de l'Alpine de la gendarmerie

Une autre poursuite reste dans la mémoire de Mickaël Ruellan, même si elle s'est achevée au bout d'un kilomètre. À Éterville, en 2022, un fuyard avait percuté un enfant qui faisait du vélo dans son lotissement.

« La voiture avait roulé sur le vélo, se souvient le gendarme. Dans ces cas-là, on se demande si on n'aurait pas dû arrêter la poursuite avant... Heureusement, le gamin s'en est tiré avec une simple fracture. »

MOTO ÉLECTRIQUE :

LA POLICE ET LA GENDARMERIE ROULENT AVEC ENERGICA

Le fabricant italien Energica a été retenu par l'UGAP pour équiper les forces de l'ordre avec sa moto électrique Experia.

Principale centrale d'achat public en France, l'UGAP permet aux collectivités de pouvoir commander tous types de produits sans avoir à passer par le complexe mécanisme des appels d'offres. Autant dire que les consultations lancées par la centrale sont très convoitées. Sur le segment de la moto électrique, Energica vient de rafler la mise.

Sélectionné suite à un appel d'offres publié en novembre dernier, le constructeur italien a remporté le lot « trails routiers » sur des engins de plus de 8 kW de puissance avec la nouvelle Energica Experia.

■ Un véhicule sur-mesure

Pour répondre aux contraintes de la gendarmerie et de la police nationale, notamment en matière de coloris et d'équipements, le constructeur s'est associé Durisotti SAS, une entreprise spécialisée dans la préparation de véhicules à 2 et 4 roues. Principal revendeur de la marque pour l'Hexagone, Tendance Roadster agira en tant que coordinateur local.

Au total, trois versions de l'Experia seront proposées au sein du catalogue UGAP : la version standard (moto de police banalisée) ainsi que deux versions aux cou-

leurs de la police et de la gendarmerie. Ce n'est pas la première fois qu'Energica séduit les forces de police. En 2022, le constructeur avait équipé la Police Nationale indonésienne dans le cadre du G20, organisé à Bali. Au total, 88 exemplaires de l'Energica Esse Esse 9+ spécialement modifiées avaient été mises à disposition.



LA SARTHE TESTE LE DÉPÔT DE PLAINTE EN VISIO



En Sarthe, il est désormais possible de déposer plainte sans bouger de chez soi. Le service « visioplainte » est testé à l'échelle départementale depuis cette semaine.

Pour les motifs les plus simples et les plus courants, ce système déjà expérimenté dans certaines communes des Yvelines doit permettre de réduire les délais de traitement et de désengorger l'accueil des gendarmeries et des commissariats de police.

■ Pas besoin de se déplacer

Pour accéder au service, il faut d'abord installer l'application officielle MaSécurité du ministère de l'Intérieur puis de se laisser guider en répondant à quelques questions.

Le service affiche ensuite une proposition de rendez-vous sur l'un des créneaux ouverts : soit par la police si vous résidez au Mans, à Coulaines ou Allonnes ; soit par la gendarmerie si vous habitez une autre commune du département de la Sarthe.

Lors du rendez-vous, le policier pourra partager le procès-verbal afin que le plaignant puisse le valider. Attention, seule obligation : en guise de signature, il faudra s'authentifier avec un compte France Connect.

Ce service doit permettre de faciliter le dépôt de plainte pour des dossiers courants, par exemple un vol ou une dégradation mineure que le plaignant souhaite déclarer à son assurance.

Visioplainte permet de le faire sans se déplacer en 15 ou 20 minutes. De quoi faire gagner un peu de temps aussi aux policiers et aux gendarmes qui pourront, s'ils estiment le dossier trop complexe ou trop délicat, convoquer les personnes physiquement pour approfondir.



TEMOIGNAGES.

LES DEUX GENDARMES LOT-ET GARONNAIS AYANT PATROUILLÉ AVEC EMMANUEL MACRON RACONTENT LEUR EXPÉRIENCE

Retour sur l'expérience insolite qu'ont vécue le 2 octobre deux gendarmes du Lot-et-Garonne : durant plus de deux heures, ils ont fait équipe avec le président de la République. Un souvenir gravé à jamais.

Scène insolite, le 2 octobre 2023 en Lot-et-Garonne : outre le soleil d'été, le président de la République arrive à pied dans la cour de la gendarmerie de Damazan, les mains dans les poches, suivi de son ministre de l'Intérieur, tape la discussion avec les militaires au garde-à-vous, avant de partir avec eux en patrouille sur les routes de campagne.

Une opération de communication de l'Elysée ? Sans doute, puisque ce jour-là, entouré d'un aréopage de journalistes dûment accrédités, le Président Macron était venu annoncer la création de quelque 239 nouvelles brigades en France, dédiées à la sécurité de proximité, dans ces territoires ruraux où les gendarmes se faisaient plus rares depuis



vingt ans. Pour l'occasion, Emmanuel Macron voulait vivre quelques heures du quotidien des gendarmes, et pour mieux expliquer les missions deux guides lui ont été assignés : les maréchaux des logis-chefs Angélique et Johnny.

■ « J'avoue, j'ai pas mal stressé »

Deux gendarmes de terrain. Angélique (maman solo de 38 ans) travaille à la brigade du Mas-d'Agenais depuis quinze ans. Et le chef Johnny (44 ans, père de quatre enfants) est en poste à Tonneins depuis onze ans. Ils connaissent parfaitement leur zone de patrouille.

« On nous a annoncé peu de temps à l'avance que nous allions conduire le Président, qui voulait participer à une patrouille en milieu rural, raconte Angélique. J'avoue que j'ai pas mal stressé, et j'ai mal dormi la veille... La mission n'est pas banale, c'est même unique puisque aucun président de la République ne s'était jusque-là livré à un tel exercice, d'où chez moi une certaine tension. Il fallait aussi être à la hauteur de la confiance accordée par nos chefs. »

« L'idée, complète le chef d'escadron Wolff (patron de la compagnie de Marmande) c'était de patrouiller comme tous les jours, d'être dans le réel et le spontané. Rien n'a été aseptisé, ni préparé. Il fallait réaliser nos missions classiques, avec de la police route, du contact avec la population, avec les entreprises, de la surveillance de village, etc. »

■ « Je suis à vous... »

A Damazan, le colonel Houzé (qui commande la gendarmerie en Lot-et-Garonne) indique au Président, en montrant ses deux subordonnées : « Vous allez monter avec eux... ». Le chef de l'Etat se tourne vers le binôme : « Je suis à vous... », tombe la veste, puis monte à l'avant du véhicule.

Au volant, le chef Johnny n'a jamais eu de copilote aussi gradé. Une fois la portière fermée (Angélique veillera à ne pas coincer le pied d'Emmanuel Macron...) la voiture part en patrouille, suivie d'un second véhicule.

« Le chef de l'Etat était seulement accompagné de son garde du corps, ajoute le commandant Wolff, et dans la seconde voiture se trouvait d'autres gendarmes en patrouille. Il n'y avait pas d'autre dispositif de sécurité, pas de surveillance sur les sites où les voitures se sont arrêtées. » A Villeton, au bord de la RD120, le Président participe à un contrôle de vitesse avec un cinémomètre. « C'est un axe roulant, il y a une école à côté, nous sommes souvent ici pour faire de la prévention », précise le chef Johnny, qui ajoute :



« Les écoliers nous ont vus, et ils ont crié : « Hey il y a M. Macron ! » Il s'est alors dirigé avers eux, pour parler. C'était très sympa. »
« Sympa » ? C'est l'impression que dégage le président de la République, qui ne sera pas avare en paroles à l'intérieur du véhicule, ni en questions. « Il voulait en savoir plus sur notre véhicule, qui est récent, et j'ai d'ailleurs précisé que toutes les gendarmeries n'en disposaient pas encore, explique la cheffe Angélique. Il souhaitait des précisions sur les moyens dont nous disposons, alors on a évoqué les caméras piétons, les ordinateurs portables que l'on emporte avec nous. M. Macron voulait aussi connaître les problématiques du Lot-et-Garonne, et nous n'avons pas caché que l'on connaissait en milieu rural une hausse de la criminalité, du trafic de stupés, de violences intrafamiliales. Il a découvert notre terrain, fait de champs, de petits villages, d'habitats parfois isolés et éloignés. ».

« On a parlé sans langue de bois, il était bienveillant, et cela m'a marqué », ajoute le maréchal des logis-chef Johnny.

Après Villeton, la patrouille se dirige vers Razimet, et s'arrête chez un entrepreneur victime récemment d'un cambriolage.

Un point est fait sur l'enquête judiciaire.
« C'est aussi l'une de nos missions importantes, ajoute le patron de la compagnie de Marmande, que celle d'assurer le suivi de l'enquête et d'accompagner la victime. » Puis opération de surveillance générale vers le Mas-d'Agenais, avant un long stop à Clairac, où le Président doit donner une interview télé.

Un repas-buffet est programmé, et le chef de l'Etat va inviter les deux sous-officiers à participer au déjeuner. Un instant convivial, encore imprévu, laissant la place à des échanges sur la vie personnelle des deux militaires. Emmanuel Macron prend ensuite le temps d'échanger avec des habitants, avec des syndicalistes agricoles, avec des écoliers et enseignants, avant que le trio de patrouilleurs se rejoigne la gendarmerie de Tonneins.

■ Une grande fierté

« La mission a été accomplie, se satisfait Angélique, et j'en suis très fière évidemment. Cette journée restera gravée dans mon esprit comme l'un des moments les plus forts de ma carrière. Moi, c'était la première fois que je voyais un président de la République, et je ne suis pas sûre que nos grands chefs aient vécu une telle expérience. » Pour Johnny, qui avait déjà côtoyé des personnalités lorsqu'il servait dans la Garde républicaine, « j'ai tenté de représenter tous nos camarades, et ce fut aussi un immense honneur de représenter le Lot-et-Garonne. J'ai eu un copilote à l'écoute, soucieux de nos missions quotidiennes. Quelques heures plus tard, quand tout était fini, j'ai écrit à mon père que j'étais encore plus fier d'être gendarme. »

« On n'a pas fait de casting, souligne le commandant Wolff. Nous avons pris deux gendarmes expérimentés, mais dans la seconde voiture il y avait aussi une jeune gendarme de 20 ans. Rien n'a été caché au Président, nos militaires n'étaient pas briefés pour dire ceci ou cela. On était dans l'authenticité, et le chef de l'Etat l'a très bien senti, et nous en a remerciés. Et pour nos deux sous-officiers, c'est évidemment une expérience magnifique. »

GENDARMERIE :

L'ADJUDANT-CHEF CÉLINE BESNARD ET SON CHIEN FORMENT UN DUO DE CHOC DANS LA SARTHE



Pulaar est un chien militaire, doté d'un matricule et formé au mordant, mais ça ne l'empêche pas d'aimer les câlins. Ce berger belge malinois de 4 ans apprécie particulièrement ceux de sa maîtresse,

l'adjutant-chef Céline Besnard. Le duo, arrivé à la compagnie de La Flèche (Sarthe) au 1er juin 2023, forme l'unique équipe cynophile du département.

■ « Une évidence »

Pour la quadragénaire ayant passé 11 ans en région parisienne, l'arrivée à La Flèche est une bouffée d'air. « Rejoindre la Sarthe était un choix personnel. Je me rapproche ainsi de ma famille, qui vit en Normandie, d'où je suis originaire, et je m'installe dans une région pour laquelle j'ai eu un véritable coup de cœur », confie la militaire ayant commencé sa carrière en 99, au sortir de l'école de gendarmerie de Montluçon, dans l'Allier.

Pour cette fille et sœur de gendarme, enfiler l'uniforme était une « évidence ». « J'ai toujours voulu faire ça. Je connaissais les contraintes du métier et ses nombreux atouts, comme celui de découvrir différentes régions de France, mais aussi et surtout aider les gens. L'autre « évidence », celle de devenir maître de chien, s'est imposée à elle en 2005, lors d'une journée citoyenne. « Il y avait des démonstrations cynophiles, ça a été un coup de foudre. »

Après avoir passé les tests physiques et psychosociologiques, Céline Besnard a rejoint l'école de gendarmerie de Gramat, dans le Lot. L'unique centre national d'instruction cynophile pour les militaires en



France. Elle y a passé 14 semaines et en est ressortie avec Vega.

■ Des chiens experts

Une chienne spécialisée en produits stupéfiants et billets de banque. « Nous avons travaillé ensemble pendant 6 ans au sein du groupement d'investigation cynophile d'Evreux. » Puis il y a eu Snap, en 2007. Loca, en 2012. Jenko, en 2017. Et Pulaar, depuis 2020. Tous des bergers belge malinois. Tous spécialisés dans les stupéfiants, armes, munitions, et billets de banque. Excepté Pulaar qui excelle, lui, dans la recherche piste-défense. « Il est précieux pour retrouver des personnes qui ont fugué, des personnes disparues, des personnes qui sont parties avec des intentions suicidaires, des délinquants en fuite...

■ Capable d'attaquer

Dans ce dernier cas, Pulaar est capable d'attaquer, après plusieurs sommations. Formé au mordant, il sait où serrer la mâchoire pour neutraliser un individu. « Et il ne lâche pas, jusqu'à ce que j'intervienne », prévient l'adjudant-chef. Pulaar est aussi un atout dissuasif, lors de perquisitions domiciliaires. Comme Céline Besnard, le chien est passé de l'agitation parisienne au cadre vert et reposant de la Sarthe. Le chien m'est attribué jusqu'à sa retraite, il me suit dans mes différentes unités.

■ « Une passion, pas un travail »

Mais attention, si le département est plus rural, l'équipe cynophile faisant partie du Psig, Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie, ne chôme pas pour autant. Nous sommes très sollicités, avec parfois six à sept interventions par semaine.

Un métier prenant, mais plaisant. « Pour moi, ce n'est pas un travail, mais une passion », insiste Céline Besnard qui, chaque matin, se fait une joie d'aller retrouver son coéquipier pour la balade matinale. « Il me fait la fête. Pour lui, tout ce qu'on fait ensemble est du jeu. »

Aussi, quand Pulaar flaire la piste d'une femme ayant quitté son domicile sans explications, il n'a pas conscience qu'il cherche quelqu'un mais bien qu'au bout, il va pouvoir s'amuser avec son jeu favori en récompense ! Grâce à son odorat jusqu'à 40 fois plus développé que le nôtre, le militaire matricule 6963 fait des miracles. Athlétique, Pulaar suit deux à trois entraînements par semaine et des cours d'éducation quasi quotidien. Le soir, il rejoint son logement de fonction, un chenil tout confort à la caserne de La Flèche. Pendant toute la période où le chien est en activité, Céline ne l'emmène pas chez elle ni dans sa famille. Une distance qui « n'empêche pas les papouilles, au contraire ». Une fois réformé (au bout de 8/9 ans), l'animal peut alors entrer dans la sphère privée. J'ai gardé tous les chiens que j'ai eu, sauf Tenko, à qui j'ai trouvé une famille idéale avec un grand terrain.

■ Complicité et fusion

Entre Céline et Pulaar, il n'y a parfois pas besoin de mots. « On se regarde et on se comprend. » C'est cette fusion, cette complicité unique qui fait la force de l'équipe. « Sans cela, le binôme ne fonctionne pas. » Ce mariage de caractères est facilité par l'instructrice de l'école de Gramat. « C'est elle qui choisit quels chiens sont attribués à quels gendarmes. J'ai une confiance absolue en elle. »

Céline Besnard suit systématiquement 14 semaines de formation avec son nouvel équipier à quatre pattes, puis elle le « perfectionne » pendant deux à trois ans sur le terrain, dans son unité.

Une vie qui correspond parfaitement à celle qui aime depuis toujours les animaux, le sport, l'activité en extérieur. Mais aussi les gens. « Je veux donner le meilleur à chaque fois, pour chaque disparu que l'on cherche. Il y a des familles derrière, et beaucoup de souffrances. Je mets du cœur à l'ouvrage, pour apporter des réponses. »

LA GENDARMERIE DE CHARENTE MARITIME

ADOPTÉ DE JEUNES CHIENS : ILS DOIVENT ÊTRE JOUEURS ET SOCIABLES



Dans le cadre de la semaine nationale du chien, nous relayons ce matin le message de la gendarmerie de Charente-Maritime qui lance un appel pour adopter de jeunes chiens. Des chiens qui doivent avoir entre 10 et 24 mois qui sont joueurs, confiants et sociables, et dont les propriétaires, particuliers ou refuges souhaitent leur trouver un nouveau maître.

Ces chiens seront testés au centre nationale d'instruction cynophile de la gendarmerie dans le Lot avant d'être confiés à un maître de chien, comme ce fut le cas pour Hermès, un jeune berger Malinois. Il travaille désormais depuis un an avec Julien, maître de chien du groupe d'intervention cynophile de Rochefort.

« C'est un chien qui avait un petit caractère, on l'a testé ça s'est très bien passé » raconte Julien qui précise que la gendarmerie recherche des chiens sociables et surtout très très joueurs . « Tout est amené au chien par le jeu » insiste le maître de chien. Julien très fier de ses deux compagnons, Hermès et Oasis, deux Bergers Malinois, qui ont déjà un beau palmarès à leur actif.

Oasis a découvert 40 000 euros en numéraire chez une personne, ou encore 8 kilos d'héroïne et Hermès le jour de la Saint Valentin cette année a trouvé 17 kilos de résine de cannabis, cachés dans le faux plafond d'une maison. Des chiens mariés à leur maître, il y a même une cérémonie officielle d'organisée pour célébrer ces noces.

ÉMOTION DANS LA GENDARMERIE SUITE AU DÉCÈS DU COLONEL **NASSER BOUALAM** À L'ÂGE DE 48 ANS



Le colonel Nasser Boualam, ancien commandant du groupement de gendarmerie des Alpes-Maritimes, est décédé ce samedi à l'âge de 48 ans après une admirable lutte contre une longue maladie, a-t-on appris. Sa mort a plongé la grande famille de la gendarmerie, où il avait de nombreux amis et était promis à un brillant avenir, dans le deuil. Originaire de Camargue, Nasser Boualam a laissé une empreinte indélébile dans les Alpes-Maritimes, notamment pour son leadership lors de la tempête Alex en 2020, raconte La Voix du Gendarme. Salué pour son exceptionnelle disponibilité, son professionnalisme et sa coordination exemplaire du dispositif d'envergure mis en place suite à cette catastrophe, sa gestion lui avait valu une décoration par le directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN). Il avait même été choisi pour défilier en tête du bloc des « héros du quotidien » sur les Champs-Élysées, le 14 juillet 2021. Le parcours du colonel Nasser Boualam est remarquable, avec des étapes clés à la section de recherches de Marseille, la compagnie de Perpignan, et en tant que conseiller du général Lazure. En 2021, il avait rejoint le cabinet du général Christian Rodriguez, DGGN, à Paris.

■ Neveu d'un grand officier de la Légion d'honneur

Héritier d'une histoire familiale forte, Nasser Boualam, fils de harki, était le neveu du Bachaga Boualam, grand officier de la Légion d'honneur et plusieurs fois vice-président de l'Assemblée nationale de 1958 à 1962. Il était particulièrement fier d'une réplique de la plaque de la grande artère de Cannes portant le nom de son oncle, qu'il conservait dans son bureau à Nice. Avec une formation initiale au lycée militaire d'Aix-en-Provence et un passage notable en tant que sous-officier dans les transmissions, Nasser Boualam avait choisi la gendarmerie après l'École militaire interarmes (EMIA). Il avait reçu plusieurs distinctions honorifiques, dont chevalier de la Légion d'honneur et officier dans l'ordre national du Mérite.

■ «Il laisse un vide abyssal»

Les réactions ont été nombreuses suite à l'annonce du décès de Nasser Boualam. « Nasser était un officier exceptionnel », a réagi le DGGN, Christian Rodriguez, sur X. « Son engagement, son intelligence et sa bienveillance étaient reconnus par tous et il laisse un vide abyssal. Toute mon affection à son épouse et à sa famille. La gendarmerie pleure l'un des siens parti trop tôt ». Le patron de la gendarmerie réagissait au message de Georges-François Leclerc, préfet de région des Hauts-de-France, préfet du Nord et ancien préfet des Alpes-Maritimes. « Son sens de l'honneur, son élégance morale, son endurance, son engagement républicain, son intelligence me manquent déjà », a-t-il écrit.



LIVRE TÉMOIGNAGE :

LE COMPAGNONNAGE ÉPROUVANT DES GENDARMES AVEC LA MORT

Le colonel Rémy Nollet a tenu à traiter de l'omniprésence de la mort dans le quotidien des gendarmes. Dans son livre Face à la mort, il puise dans son expérience pour démontrer que, confrontés aux victimes et à leurs entourages, leur sensibilité est à la peine.

« J'invite à se décomplexer des émotions dans un corps réputé pour sa robustesse ». Dans son livre-témoignage publié aux éditions du Rocher, le colonel Rémy Nollet, qui est récemment devenu le patron du Groupement de gendarmerie de la Haute-Marne, reprend de multiples situations dans lesquelles, avec les militaires

qu'il dirigeait dans une compagnie de l'Isère, il a fallu composer avec la mort. Manière de souligner qu'elle débarque bien souvent... Si le colonel Nollet relate ces « affaires » avec une infinie précaution, il reste toutefois précis : la réalité l'exige.



Des corps sans vie, les gendarmes sont donc amenés à en voir plus souvent qu'à leur tour. Après des morts violentes, parfois souhaitées ; et/ou récentes.

Le spectacle de la fin d'une existence est toujours une épreuve personnelle, même s'il se répète. Qu'il fasse écho à sa propre histoire et il peut tourner à l'ébranlement. Et c'est encore au gendarme qu'il revient d'annoncer la tragédie aux proches, avant d'entendre le douloureux effet de son message funeste.

■ Humanité du « bleu »

« Je désirais témoigner de cette facette un peu méconnue de notre métier. Dans un département, pas une semaine ne s'écoule sans la mort ». L'auteur tient avant tout à témoigner de l'humanité du gendarme.

Qui doit faire avec la vie qui continue de poindre dans le visage d'un mort. De manière « contre-intuitive » indique l'auteur, cette empreinte-là éreinte durablement.

Qui va garder en mémoire les cris de désespoir du conjoint ou du parent auxquels il a appris le décès de l'être aimé.

Qui va affronter la pratique d'une autopsie. « C'est loin d'être anodin », concède pudiquement le colonel Nollet.

■ Méconnaissance

Et après, que fait le gendarme de ce quotidien ? « Il n'y a pas besoin d'un écho à une situation personnelle pour éprouver de l'émotion ». Agir est souvent salvateur. « Quand on est dans l'action judiciaire, on est dans un combat a posteriori pour la victime. Quand on est dans l'action (tout court, NDLR), ça protège de la peur ». Du gendarme confronté à la mort, on a longtemps peu parlé, poursuit le colonel Nollet. « Les armées ont eu une réflexion sur le soldat et la mort. J'ai jugé utile d'inviter à une réflexion collective pour le gendarme ». En écrivant son livre, il ignore qu'une circulaire portant sur « l'annonce des décès » est en préparation. «

Elle est sortie un mois avant mon livre ». Toutefois, insiste le colonel, « aucun de mes récits n'est un cas d'école ».

■ Sur un fil

« Je retiens deux éléments enrichissants de l'écriture de ce livre : la réflexion que j'ai été amené à conduire ; et, après la publication de la circulaire, la réponse que j'ai élaborée pour intervenir dans des séminaires de gendarmerie ».

Le gendarme marche finalement sur un fil quand, comme il lui est demandé, il témoigne de l'empathie avec l'entourage d'une victime. Gare à ce qu'elle l'empêche de « se protéger » : il doit avoir à l'œil sa vulnérabilité potentielle. Pour lui, pour ses camarades. « Les émotions profondes sont celles qui peuvent faire le plus de mal. Quand on a ressenti des choses fortes, il y a nécessité à les faire sortir tout de suite plutôt qu'elles sortent après, à la puissance dix ».

Oui, le colonel Nollet tire « des leçons managériales » des situations qu'il relate. Parce que « le chef doit veiller au bien-être de ses gendarmes ». Alors, certes, il arrive que ledit chef, qui se soumet à un auto-débriefing, retienne « surtout (d'avoir été) inactif face à un drame ». Ainsi, quand des conditions météo sont susceptibles de mettre en péril ses gendarmes, c'est aller contre ceux d'entre eux qui s'estiment « à côté » d'un skieur disparu, c'est faire stopper les recherches. Au risque de retrouver le skieur mort. Si la sensibilité est certes encore bien à la peine, il est pourtant utile, et surtout salvateur qu'elle ne corrode pas le jugement du décideur.

Les droits d'auteur du colonel Nollet iront intégralement à l'association Sébio solidarité secours en montagne.

« ON LES APPELAIT GENS D'ARMES... » :

LA GENDARMERIE NATIONALE, L'UNE DES PLUS VIEILLES INSTITUTIONS FRANÇAISES



Alors que le Président Macron a annoncé la création de nouvelles brigades de gendarmerie en France, ce lundi 2 octobre (parmi lesquels quatre en Limousin), gros plan sur ce corps d'armée présent depuis de nombreuses décennies sur notre territoire. Une histoire qui démarre en noir et blanc.

La carte des 238 nouvelles brigades de gendarmerie fixes et mobiles a été dévoilée ce lundi 2 octobre par Emmanuel Macron. Il y en aura quatre en Limousin, trois mobiles et une fixe. En Haute-Vienne, c'est à Boisseuil, près de Limoges, que prendra place une unité mobile. En Corrèze, Malemort aura une brigade fixe, Bugeat une mobile. En Creuse, six postes seront créés pour une brigade mobile qui interviendra depuis Guéret sur tout le département.

■ La gendarmerie, plus vieille institution française

Avec aujourd'hui 76 brigades et plus de 1 000 gendarmes, la présence de la « maréchaussée » en Limousin est ancienne, comme ailleurs en France.

■ Gendarmes pour « gens d'armes »

Dès le XIV^e siècle, des textes royaux appelaient « gens d'armes » ces hommes





siècle. En 1791, la maréchaussée devint gendarmerie nationale.

■ Début XXe, 4 000 brigades

À l'origine à cheval, les gendarmes se déplaçaient beaucoup à vélo dans nos campagnes limousines.

Au début du XXe siècle, à la ville, à la campagne, 4 000 brigades veillaient au maintien de l'ordre dans le pays. La France comptait alors 16 500 gendarmes dont 11 800 à cheval. Des hommes qui, dans nos campagnes, circulaient également à vélo, motocyclettes et automobiles n'arriveront qu'au compte-goutte dans les brigades après la Grande Guerre.



En Limousin, crimes et graves délits étaient peu fréquents. Les gendarmes intervenaient surtout pour arrêter les vagabonds errants, régler les conflits de voisinage, les rixes entre jeunes, les délits de chasse et de braconnage, voire les vols et menus larcins de bois, de récoltes, de fruits... Ils étaient parfois mobilisés pour mater les révoltes, comme en 1905, à Limoges, lors des grèves ouvrières, où les employés des usines de chaussures et de porcelaine avaient stoppé le travail pour dénoncer les bas salaires et le harcèlement de contremaîtres.

■ Moustache obligatoire

Finis le bicorne des débuts et la banderole sur la poitrine. En ce début XXe, l'uniforme des forces de l'ordre était constitué d'une paire de bottes, d'un képi, d'un pantalon de drap bleu avec bande, d'une vareuse et de boutons nickelés. Détail qui a son importance, à partir de 1841 et jusqu'en 1933, ces hommes qui veillaient à l'exécution des lois étaient tenus de porter haut la moustache. Il est d'ailleurs rapporté que la populace criait parfois « Attention les moustaches ! » à la vue de nos gendarmes d'autrefois.



de guerre à cheval commandant d'autres cavaliers. La gendarmerie est communément considérée comme la plus vieille institution française. Elle est la descendante directe de la maréchaussée, force de police qui officia entre le XV^e et le XVII^e

AAMFG

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie est membre de l'Entente Gendarmerie et fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale.

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres.

Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement.

Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes :

LES RESPONSABLES

Mme Murielle NOEL

Présidente Nationale

35, Les Planèzes
23400 BOURGANEUF
muriellenoel@aamfg.fr
06 87 18 26 67

Fabienne GOESLIER-CHALLES

Vice présidente

70, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN LANTHENAY
fabiennechalles@aamfg.fr
06 86 30 17 40

Christine ROBIN

Secrétaire générale

155, chemin de Baylot
33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC
christinerobin@aamfg.fr
06 62 63 33 55

Virginie RODRIGUEZ

Responsable entraide

4E rue du G^{al} Audibert 35200 RENNES
virginierodriguez@aamfg.fr
06 26 88 06 09

Marianne BARALE

86 impasse Héra - Bat C2
83160 LA VILETTE DU VAR
mariannebarale@aamfg.fr
06 65 65 39 23

Christelle PINGEOT

37 rue du Vélodrome, 87000 LIMOGES
christellepingeot@aamfg.fr
06 22 26 60 59

Anne MARTINEZ

162 rue de l'Arnel 34070 MONTPELLIER
06 50 49 68 49 - annemartinez@aamfg.fr

POURQUOI ADHÉRER ?

www.aamfg.fr



L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes. Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires. Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien. Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

J'adhère à l'AAMFG pour l'année

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et ville :

Téléphone :

Portable :

E-mail :

Cotisation annuelle : 15 € ⁽¹⁾

Don de soutien à l'association :⁽²⁾

(montant libre et facultatif)

Total du paiement * (-1 + 2) :

Parrainage :

Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).

Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné de votre paiement à l'adresse suivante :

AAMFG – Service des Adhésions

35, les planèzes 23400 Bourganeuf

* par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG